

Questions orales

L'hon. André Ouellet (Papineau—Saint-Michel): J'ai une question supplémentaire, monsieur le Président.

[Traduction]

Est-ce que le premier ministre peut nous confirmer que le rapport Beaudoin-Dobbie sert de base actuellement dans les discussions que son gouvernement a avec les provinces?

Il est évident que le gouvernement canadien, à ce moment-ci, je dirais pratiquement à la onzième heure, se doit de savoir où il s'en va et se doit d'exercer des convictions afin de convaincre les premiers ministres qui auraient à être convaincus d'une proposition constitutionnelle. Ce qui nous surprend aujourd'hui—et c'est la raison pour laquelle le chef de l'opposition a posé ces questions—c'est qu'il semble y avoir des ministres dans le gouvernement conservateur qui ne sont pas encore certains d'une proposition qui serait acceptable aux Québécois. Or, il est évident que, à ce moment-ci, le gouvernement du Canada doit au moins savoir où il s'en va. Si certains premiers ministres provinciaux, eux, ne savent pas ce qui doit être fait, au moins le gouvernement du Canada doit savoir où il s'en va et doit tenter de convaincre ces premiers ministres provinciaux.

Des voix: Bravo!

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon ami pose une question tout autre, une question différente.

La proposition en question doit émaner d'une entente entre le gouvernement canadien et les provinces. Si ce n'était la position du gouvernement canadien, on saurait immédiatement quelle position mettre de l'avant. Mais le ministre des Affaires constitutionnelles doit composer avec la réalité que nous a imposée la Constitution de 1982, c'est-à-dire les provinces élargies maintenant avec les leaders autochtones. Ce n'est pas facile. C'est un des résultats. Le carcan de 1981-1982 est là. Il faut composer avec cette réalité et c'est ce que le ministre fait.

• (1430)

Je peux dire ceci à mon honorable ami. Si, à un moment donné, on ne peut pas avoir l'entente voulue, et s'il devenait impossible de convaincre les premiers ministres soit du bien-fondé, par exemple, d'un rapport parlementaire ou de l'urgence d'agir, on saura quoi faire. Et je n'hésiterai pas à venir devant la Chambre pour annoncer tout cela à mon honorable ami.

L'ÉCONOMIE

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, de ce côté, au Nouveau Parti démocratique, nous sommes d'accord que la Constitution et l'unité du pays sont une question vitale.

Je voudrais dire au premier ministre qu'il y a un autre ingrédient de l'unité qui est très important et c'est la foi que les Canadiens ont en eux-mêmes, la foi qu'ils peuvent avoir en leur pays.

Dans mes voyages, je constate que les Canadiens ne se sentent pas sûrs. Le chômage élevé, résultat de taux d'intérêt élevés et d'un dollar trop cher, crée de l'insécurité dans la population, et c'est un facteur qui influence l'unité.

Ce que je veux dire au premier ministre, c'est que les Canadiens ont l'impression que l'on vend ou que l'on donne le Canada morceau par morceau. La semaine dernière, c'était les ressources pétrolières et gazières que l'on ouvrait à l'investissement étranger. Ensuite, c'était l'accord commercial que l'on se propose de conclure avec le Mexique, en pensant peut-être à nos ressources en eau. Aujourd'hui, c'est la vente possible des Lignes aériennes Canadien à American Airlines.

Je voudrais demander ceci au premier ministre, qui s'inquiète beaucoup de l'unité nationale: Quand va-t-il démontrer qu'il a foi dans la population canadienne ainsi que dans l'économie canadienne, et qu'il oeuvre pour les travailleurs canadiens, les entreprises canadiennes et les consommateurs canadiens?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, il n'est pas étonnant que le Canadien moyen soit perplexe lorsque le chef du NPD persiste à faire des déclarations insultantes comme celle qu'elle vient de faire.

Chaque question est précédée de ce genre de critiques, certaines justifiées, d'autres imaginaires, sans jamais un mot de confiance à l'égard du Canada, du processus et des membres des partis politiques qui travaillent si dur à essayer de maintenir l'unité du pays. Je pense que ma collègue devrait reconnaître que nous faisons face à de graves difficultés. Ce n'est pas facile.